Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

06 | 2000
Varia

Alan R.H. BAKER, *Fraternity among the French Peasantry. Sociability and Volontary Associations in the Loire Valley, 1814-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 373 p.

Édouard Lynch

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/171
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 1 janvier 2000
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
Édouard Lynch, « Alan R.H. BAKER, *Fraternity among the French Peasantry. Sociability and Volontary Associations in the Loire Valley, 1814-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 373 p. », *Ruralia* [En ligne], 06 | 2000, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 03 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/171

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

Alan R.H. BAKER, *Fraternity among the French Peasantry. Sociability and Volontary Associations in the Loire Valley, 1814-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 373 p.

Édouard Lynch

1 Le regard et les travaux des historiens étrangers, et particulièrement des Anglo-Saxons, ont toujours été sources de renouvellement et de débats historiographiques, en particulier à l'époque contemporaine. Il suffit de songer par exemple à l'importance des travaux de Robert O. Paxton sur la France de Vichy. Le XIXe siècle, et le XIXe siècle rural en particulier, n'a pas échappé à la règle, bien au contraire, à l'image du grand livre d'Eugen Weber [1] qui, quelles que soient ses limites, a eu l'immense mérite de lancer un débat fécond sur la modernisation des campagnes.

2 L'un des atouts des Anglo-Saxons repose bien entendu sur la distance plus grande qu'ils possèdent par rapport à tout ce qui a été écrit précédemment, de même que la nécessité dans laquelle ils se trouvent de construire un objet à partir d'une collecte d'archives nécessairement plus circonscrite dans le temps que les chercheurs nationaux. Cet ouvrage n'échappe pas à la règle et après un rapide panorama sur les représentations du monde paysan au XIXe siècle, il se poursuit par une mise en perspective historiographique, où dominent les auteurs anglo-saxons, Burns, Tombs ou Weber mais aussi Annie Moulin [2], dont la synthèse a été traduite en anglais sur la question de la modernisation et de l'individualisation des sociétés rurales.

3 L'objectif de l'auteur est de reprendre la question de la modernisation, à travers le thème de la fraternité, ou plus exactement des pratiques associatives, la Révolution française ayant marqué le point de départ de nombreuses réflexions théoriques, mais aussi de

réalisations pratiques. Ce mouvement associatif servant tout à la fois de révélateur, mais aussi d'accélérateur au progrès de l'individualisme dans la société et tout particulièrement dans les campagnes. En resserrant l'objet d'étude sur les associations volontaires, il entend dépasser l'approche pionnière mais trop globalisante à ses yeux du concept de sociabilité élaborée par Maurice Aguhlon, en étudiant le mouvement associatif dans un département, le Loir-et-Cher. Celui-ci se distingue pour avoir vu la naissance du premier syndicat agricole, en 1883, un an avant le vote de la loi Waldeck Rousseau.

4 Alan Baker s'attache donc à présenter le cadre de son étude, en établissant une classique présentation d'un département rural du XIXe siècle espace, population, structures foncières , puis les facteurs d'évolution développement des transports, scolarisation, conscription, religion et pour finir comportements politiques. Une fois achevé ce rapide tour d'horizon, Baker étudie d'abord les sociétés d'assurances mortalité bétail, dont il présente la montée en puissance à partir des années 1860, selon une géographie qui n'est pas directement liée à la présence d'un élevage important. Il constate un glissement progressif, dans le fonctionnement de ces sociétés, d'un système d'indemnisation en nature par le partage de la viande entre les sociétaires vers un système monétarisé, évolution qui suscite souvent des réticences. Il insiste sur la structure massivement communale de ces groupes, car l'interconnaissance et l'auto-surveillance permettent de limiter les risques mais aussi les coûts de gestion.

5 Il distingue dans le fonctionnement des sociétés de secours mutuels des caractéristiques identiques, notamment dans la répartition géographique et le développement dans le temps. Il est certain que les zones urbaines ont joué un rôle moteur plus important, même s'il existe, en particulier chez les vignerons, une très forte tradition d'entraide qui trouve son prolongement naturel dans ces sociétés. Tout comme les sociétés d'assurance, ces sociétés privilégient l'approche communale, leur fonctionnement mettant d'avantage en jeu les hiérarchies sociales, avec le rôle des membres honoraires qui permettent d'apporter les fonds nécessaires au lancement de la structure. On retrouve également à l'origine le paiement d'indemnités en nature, les sociétaires assurant un certain nombre de journées de travail. Cependant, plus on avance dans le siècle, plus se développent les formes monétaires d'indemnisation, qui exigent des cotisations plus élevées, tout en permettant une meilleure protection de la cellule familiale. À la veille de 1914, 40 % des communes du Loir-et-Cher comptent au moins une société de secours mutuels, signe du succès de la formule, y compris au sein du monde rural.

6 Si ces différentes structures se mettent en place sous l'impulsion plus ou moins active de l'État, par le biais des cadres juridiques et des encouragements financiers, le cas des sociétés de lutte contre l'incendie est un peu particulier : certes l'initiative des pouvoirs publics est décisive, les brigades étant proches, par leur fonctionnement, d'organismes militaires, mais le volontariat qui préside à leur recrutement et à leur fonctionnement exige une adhésion populaire, qui n'est pas toujours au rendez-vous. Les réticences que suscitent certaines créations, les dissensions ou les enthousiasmes qu'elles génèrent sont de bons marqueurs de l'évolution des esprits.

7 Les deux derniers espaces d'observation de la « fraternité » sont encore plus directement liés aux activités agricoles, avec la mise en place des syndicats. Un chapitre est consacré aux groupements qui s'organisent à la fin des années 1870 dans le cadre de la lutte contre le phylloxera qui attaque les vignobles ressources importantes du département. Leur développement est étroitement lié à l'initiative préfectorale qui tente de générer des structures susceptibles de prendre en charge le traitement chimique des vignes. Mais

étant donné son inefficacité, ces syndicats connaissent très rapidement des difficultés. Le coût des cotisations ajouté à celui des traitements les rendent rébarbatifs. Les vignerons préfèrent alors investir dans la reconstitution à partir de plants américains.

8 Comme dans le reste de la France, le mouvement plus ample du syndicalisme agricole prend appui sur les initiatives des sociétés d'agriculture, créées ici à l'époque révolutionnaire, mais qui, après quelques déboires, deviennent véritablement actives dans les années 1850, en particulier à travers les comices agricoles. Quant au Syndicat des agriculteurs du Loir-et-Cher (SALC), fondé en 1883, on trouve à son origine les pouvoirs publics et en particulier le professeur d'agriculture départemental, Jules Tanviray, dans le prolongement des activités antiphylloxériques. Le rôle clé de ces professeurs départementaux, généralement issus des fermes écoles, parfois anciens exploitants, est ici bien mis en évidence. Ce syndicat connaît une très forte croissance. De 300 membres à l'origine, il passe à 4 000 en 1893 et à 17 000 en 1913, imposant sa domination sur l'ensemble du département. L'une de ses caractéristiques originales est d'être, dès l'origine, à vocation départementale. Son succès a bien entendu freiné les initiatives concurrentes, celles-ci étant d'ailleurs largement politiques, le Syndicat des agriculteurs étant résolument républicain : ainsi, les deux tiers des syndicats créés entre 1886 et 1889 ont pour but d'offrir une alternative conservatrice au SALC. Est également évoqué le développement des syndicats de batteuses, au nombre de 1922 en 1914.

9 Au total, cette plongée dans les structures associatives d'un département au XIXe siècle se révèle fructueuse. S'attachant à un sujet rarement abordé en tant que tel, l'auteur met bien en évidence la vigueur du phénomène associatif, qui trouve ses racines bien avant 1880, date généralement admise comme point de départ de l'esprit d'association dans les campagnes. Il creuse une nouvelle brèche dans la chronologie de la modernisation initiée par Eugen Weber, pour une région, notamment la vallée du Cher et de la Loire, précocement ouverte sur le territoire national.

10 Une autre qualité de ce travail est la rigueur de l'analyse documentaire et tout particulièrement cartographique. Rien d'étonnant de la part d'un des responsables de l'« *historical geography* », qui permet de mettre en évidence les particularismes géographiques de l'implantation de toutes ces sociétés et de proposer des interprétations stimulantes, comme par exemple l'influence locale du protestantisme. La comparaison des courbes de croissance des différentes sociétés est tout aussi concluante sur le mouvement général qui saisit les campagnes dans le domaine de l'association.

11 Par les dynamiques associatives qu'ils mettent au jour, les chapitres consacrés à tout ce qui touche les assurances celle du bétail, de l'habitat et de l'individu sont les plus novateurs. Le passage d'une solidarité communautaire préexistante à des formes de plus en plus rationalisées d'assurance montre parfaitement que, dans ce domaine comme dans tous les autres, la modernisation est un processus lent et diffus où les pratiques se superposent plutôt qu'elles ne se succèdent.

12 En dépit de ces aspects novateurs, et plus particulièrement après l'ampleur des interrogations évoquées dans les chapitres introductifs, le lecteur achève cependant l'ouvrage sur un sentiment de frustration. Du seul point de vue de la forme, ce livre s'apparente un peu trop à la juxtaposition de monographies la plupart ayant fait l'objet d'une publication antérieure où la description l'emporte sur l'analyse, souvent réduite à quelques paragraphes conclusifs. Quant à la conclusion générale, censée offrir la synthèse tant attendue, elle se limite à mettre en relations les résultats précédents et à souligner le lien entre la déchristianisation et le progrès de l'individualisme. L'absence d'une

approche résolument thématique révèle de même les limites du concept d'association volontaire et de fraternité qu'avance Alan Baker. Si l'étude en tant que telle de ces associations est passionnante, leurs points communs et leurs différences auraient mérité d'être approfondis et discutés : le problème du rôle de l'État, où la motivation des uns et des autres fournissait des clés de lecture possible. De même, la notion de fraternité qu'emploie l'auteur de manière récurrente ne semble pas toujours la plus pertinente.

13 Ultime frustration, celle qui touche à l'impact de ces organisations dans la communauté villageoise. Nous sont livrés çà et là des exemples de conflits surgissant parfois autour de ces associations, et il aurait sans doute été instructif de rechercher, au niveau de quelques communes, leur rôle exact dans la vie collective. C'était l'occasion de replacer ces associations et ces groupements dont l'auteur a raison de souligner que leur étude a été longtemps négligée au cœur de la sociabilité villageoise et des processus de modernisation de la société rurale.

NOTES

1. Eugen WEBER, *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford California, Stanford University Press, 1976, 615 p., traduction en français, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Paris, Librairie Arthème Fayard/ Éditions Recherches, 1983, 844 p.

2. Annie MOULIN, *Les paysans dans la société française. De la Révolution à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1988, 322 p.

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle